



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaines du 24 au 30 juin 2022

Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- Le taux de chômage baisse de nouveau en mai (9,8%).
- Les indices de confiance sont en hausse en juin, même si une dégradation est redoutée dans les prochains mois.
- Le panier alimentaire de base a vu son prix augmenter de +26,75% sur un an, plus du double de l'inflation.
- Evolution des marchés du 24 au 30 juin 2022.
- Graphiques de la semaine : augmentation du prix du panier alimentaire de base.

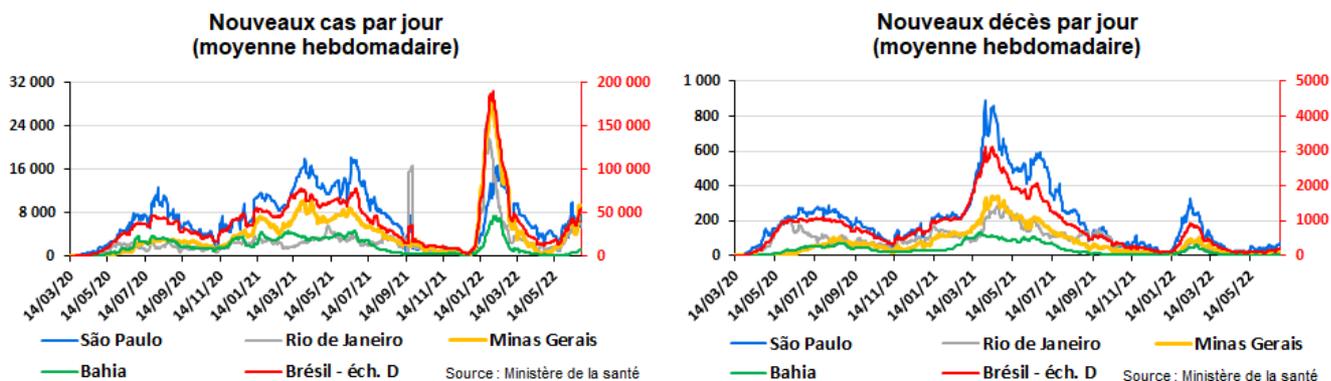
LE CHIFFRE À RETENIR

4

C'est le nombre de PDG différents qui se sont succédés à la tête de Petrobras depuis février 2021, après la validation ce lundi 27 juin de la nomination de Caio Paes de Andrade à la tête de la compagnie pétrolière publique.

Les désaccords du gouvernement avec l'augmentation par Petrobras des prix des carburants expliquent cette instabilité.

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.



Selon les données du ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 55 492 nouveaux cas de Covid-19 et 191 décès par jour (contre 35 333 et 136 la semaine précédente). Au 28 juin, le Brésil compte au total 32,2 M cas de contaminations et 670 848 décès depuis le début de la pandémie.

Le taux de chômage baisse de nouveau en mai (9,8%).

D'après la dernière enquête *PNAD Contínua* de l'IBGE, le marché du travail continue sa reprise au trimestre mobile fini en mai 2022, comparé au trimestre précédent, fini en février 2022. Alors qu'un ralentissement était attendu, le marché de l'emploi semble conserver sa dynamique, bénéficiant de la solide activité du début d'année.

Dans le détail, le **taux de chômage¹ trimestriel est à 9,8% en mai 2022², en baisse de 1,4 p.p par rapport au taux de février 2022 (11,2%)**. C'est le chiffre le plus bas pour un mois de mai depuis 2015. Tout comme le mois passé à l'occasion de la publication des chiffres d'avril, ce résultat a surpris positivement en se plaçant **en-dessous des anticipations du marché** (qui tablaient sur 10,2%).

Par rapport au taux de chômage enregistré à la même période de l'année précédente (14,7%), cela représente une chute de 4,9 p.p. Les chiffres du marché de l'emploi sont **aussi en amélioration par rapport au niveau pré-covid (11,8% au trimestre se terminant en février 2020)**. La réduction du taux de chômage relève aussi bien de la forte baisse trimestrielle du nombre de chômeurs (de 12 M à 10,6 M, soit -11,5%), que de la progression de la population active (de 107,2 M à 108,1 M, +0,8%). La part des actifs sur l'ensemble de la population en âge de travailler progresse légèrement sur le trimestre (de 62,2% à 62,5%) mais reste encore inférieure au niveau pré-pandémie.

Une fois corrigée des variations saisonnières (cvs), les analyses des institutions financières privées estiment que **le taux de chômage se situerait autour de 9,5%, en recul par rapport à janvier 2022 (10,1%)**.

Le revenu mensuel moyen en termes réels a légèrement progressé sur le trimestre (+0,7%) et se situe à 2 613 BRL (480 EUR). Par rapport à celui enregistré en mai 2021, cela représente une baisse de -7,2%, principalement à cause de la pression de l'inflation.

Le taux d'emploi³ passe de 55,2% à 56,4% du fait de la hausse du nombre de personnes employées (de 95,2 M à 94,5 M) plus forte que celle de la population en âge de travailler (de 172,5 M à 172,9 M).

On observe par ailleurs une diminution sur le trimestre de 1,8 M de personnes dans la main d'œuvre sous-utilisée, qui agrège à la fois les personnes au chômage, les personnes sous-employées (travaillant moins que ce qu'elles ne voudraient), les chômeurs découragés et les autres actifs dans la force de travail potentielle⁴. **Ce contingent de chercheurs d'emploi « potentiels » se situe à 25,4 M, soit un taux de la main d'œuvre sous-utilisée de 21,8% (-1,7 p.p.)**.

Le taux d'informalité⁵ descend à 40,1% de la population occupée au trimestre fini en décembre, contre 40,2% au trimestre précédent. Cela s'explique par une hausse du nombre de travailleurs informels (+2,1% pour atteindre 39,1 M) légèrement moins forte que la hausse de la population occupée (+2,4%).

¹ Le **taux de chômage** est mesuré comme le ratio entre le nombre de chômeurs et la population active (ou « force de travail », i.e. les personnes ayant un emploi professionnel ou en cherchant un activement sur le marché du travail).

² Les chiffres de l'emploi publiés par l'IBGE (PNAD Contínua) et par le Ministère de l'économie (CAGED) ne sont pas corrigés des variations saisonnières (ncvs).

³ Le **taux d'emploi** est le pourcentage de la population en âge de travailler (plus de 14 ans au Brésil) qui travaille (employés, entrepreneurs, autonomes).

⁴ La **force de travail potentielle** recoupe deux groupes de personnes qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques du chômage : 1/ les personnes qui recherchent un emploi mais ne sont pas

disponibles immédiatement pour travailler ; 2/ les personnes qui sont disponibles pour travailler mais sont découragées pour des raisons liées au marché (échec antérieur à trouver un emploi, manque d'expérience, perception pessimiste de la demande de travail, etc.).

⁵ Le **taux d'informalité** est le ratio entre les travailleurs informels et la population occupée. Au Brésil, l'emploi informel comprend les employés du secteur privé sans permis de travail signé (dit *carteira de trabalho*), les employés de maison sans permis de travail signé, les travailleurs familiaux auxiliaires, ainsi que les employeurs et travailleurs indépendants sans entreprise inscrite au registre national des personnes morales (CNPJ).

L'amélioration sur le trimestre s'explique par la hausse de l'emploi à la fois dans le secteur formel (+2,8% dans le secteur privé) et dans le secteur informel (+4,3 dans le secteur privé).

Les statistiques du *Novo Cadastro Geral de Empregados e Desempregados* (Novo Caged), publiées par le Ministère de l'Économie, montrent une **dynamique de création d'emplois**, notamment grâce à la reprise du secteur des services. En mai, 277 000 emplois formels nets ont été créés. Entre mai 2021 et mai 2022, le solde net de création d'emplois formels atteint +2,7 M.

Même si les chiffres des derniers mois sont meilleurs qu'attendu, **il est toujours prévu que le rythme de création d'emploi ralentisse à court terme**. Les effets de la réouverture de l'économie et de la récupération décalée du secteur des services s'essouffent, à cause notamment des processus de resserrement monétaire et de consolidation budgétaire. Au second semestre, l'activité devrait être moins dynamique, et **on pourrait ainsi assister à une stabilisation du marché du travail**, voire à terme une hausse du taux de chômage sous l'effet de la convergence progressive de la population active vers les niveaux pré-pandémie.

Les indices de confiance sont en hausse en juin, même si une dégradation est redoutée dans les prochains mois.

Selon les indicateurs élaborés par la Fondation Getulio Vargas (FGV), **les indices de confiance de juin montrent des évolutions positives** pour les différents secteurs. Cette tendance, qui s'observe **par rapport au mois de mai mais aussi par rapport à la fin du T1**, s'explique par une amélioration de la perception de la situation actuelle, provoquée par un meilleur niveau d'activité au 1^{er} semestre 2022. **Cet optimisme est cependant modéré par les inquiétudes des différents secteurs, nourries par la hausse de l'incertitude, de l'inflation, et du taux d'intérêt directeur.**

Le secteur des **services est relativement stable**, atteignant 98,7 points à la fin du T2. La forte hausse sur le trimestre (+6,5 pts par rapport à fin du T1) a été

portée par les segments ayant leur activité en présentiel, dans un contexte de **poursuite de la reprise grâce à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie**. La dynamique de progression de la confiance des professionnelles du secteur est cependant presque stoppée (+0,3 pt sur le mois), du fait des craintes de ralentissement de l'activité dans les prochains mois à cause du contexte économique peu favorable et marqué par l'incertitude.

Dans le **commerce de détail**, l'indice de confiance a avancé de 4,6 pts par rapport à mai pour atteindre 97,9 pts, soit son plus haut niveau depuis août 2021. Cette **amélioration**, également vérifiée sur le trimestre (+11,1 par rapport à la fin du T1) **s'explique principalement par l'amélioration des indicateurs qui mesurent la perception du volume des ventes actuelles**, notamment boostées par des mesures budgétaires exceptionnelles.

L'indice de confiance des consommateurs a quant à lui avancé de 3,5 pts en juin, désormais à 77,7 pts (+4,2 pts par rapport à la fin du T1). L'indice, qui avait fortement chuté en début d'année, récupère la baisse enregistrée depuis septembre 2021, notamment **grâce aux consommateurs disposant de revenus élevés, qui perçoivent une amélioration de leur situation financière et revoient à la hausse leurs intentions d'achats**. L'évaluation par les consommateurs à faibles revenus de leur situation actuelle continue cependant de se dégrader.

Concernant l'industrie, la confiance progresse : l'indice progresse de 2,1 pts en juin et atteint 101,2 pts. Il s'agit de la **3^{ème} hausse consécutive de l'indice**, après une période de baisse continue entre juillet 2021 (108,4 pts) et mars 2022 (95 pts). La reprise de confiance du secteur est influencée par la satisfaction sur le niveau de la demande et par le début d'assouplissement des restrictions d'approvisionnement. **Les craintes sur la persistance des pressions inflationnistes et des taux d'intérêts élevés modèrent cependant l'optimisme du secteur.**

Dans la **construction, la confiance a augmenté** de 1,2 pt en juin, pour atteindre 97,5 pts. Cette tendance,

aussi observée sur le trimestre (+4,6 pts par rapport à la fin du T1), reflète les perspectives sur le niveau d'activité à court terme grâce aux investissements dans le marché immobilier et les infrastructures. Les professionnels du secteur jugent cependant préoccupants le renchérissement du crédit ainsi que la hausse des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.

Le panier alimentaire de base a vu son prix augmenter de +26,75%, plus du double de l'inflation.

Une étude menée par Jackson Teixeira Bittencourt, professeur en sciences économiques à la PUC-PR, à des **données de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE)** a révélé fin juin que le panier alimentaire de base brésilien (dit *cesta básica*) a connu une **augmentation de 26,75% au cours des 12 derniers mois**. Le panier, défini par la loi, est composé de 13 produits alimentaires, qui doivent être en quantité suffisante pour garantir, pendant un mois, la subsistance et le bien-être d'un travailleur adulte.

Cette hausse représente **plus du double de l'inflation mesurée par l'indice général des prix à la consommation (IPCA), qui a atteint 11,73%** sur la même période. Cette hausse est également supérieure à celle du segment des produits alimentaires et des boissons (+13,5%), et à celle du groupe des produits alimentaires consommés au domicile (+16,36%).

L'éclatement du conflit en l'Ukraine a en effet accentué les pressions inflationnistes pesant sur les aliments, en provoquant une hausse des cours des matières premières. En plus de la progression des prix des produits utilisés dans les processus alimentaires (comme la farine), l'augmentation du prix carburant a rendu le transport des marchandises plus coûteux, faisant augmenter le coût de production de l'ensemble des aliments.

Selon l'IBGE, à part le riz (-10,3%), **tous les produits du panier de base ont vu leur prix nettement augmenter sur 12 mois**, comme les haricots (+19%),

la viande (+6%), le pain français (+15,6%), la farine de blé (+27,8%), le sucre raffiné (+35,7%), l'huile de soja (+31,2%), le lait (+29,3%), le beurre (+12,3%) et la banane (+14,3%). La hausse des prix dépasse même 50% pour les pommes de terre (+54,3%), les tomates (+55,6%) et le café moulu (+67%).

Cette augmentation des produits alimentaires de base touche particulièrement les plus modestes, car une part beaucoup plus importante de leurs revenus est consacrée à ces produits. La Fondation Getulio Vargas (FGV) estime que le poids de l'alimentation dans la consommation était en 2021 de 23,7% pour le décile de la population brésilienne aux revenus les plus bas, soit 6,7 p.p de plus que le poids accordé aux aliments dans la consommation du décile aux plus hauts revenus (17%).

Cet effet de l'inflation alimentaire sur les plus pauvres s'illustre par la comparaison de l'évolution du prix d'un panier alimentaire de base et du salaire minimum (cf. graphiques de la semaine). Selon des données collectées par le DIEESE (Département intersyndical des statistiques et des études socio-économiques), la part d'un panier alimentaire dans le salaire minimum, déjà en progression ces dernières années, s'est accentuée depuis le début d'année. **Selon les villes, il représente désormais entre 45%** (pour Acaraju, la ville de l'enquête où le panier est le moins cher, à 548 BRL soit 100 EUR) **et 64%** (pour São Paulo, la ville de l'enquête où le panier est le plus cher, à 778 BRL soit 142 EUR) **du salaire minimum** (1212 BRL soit 221 EUR).

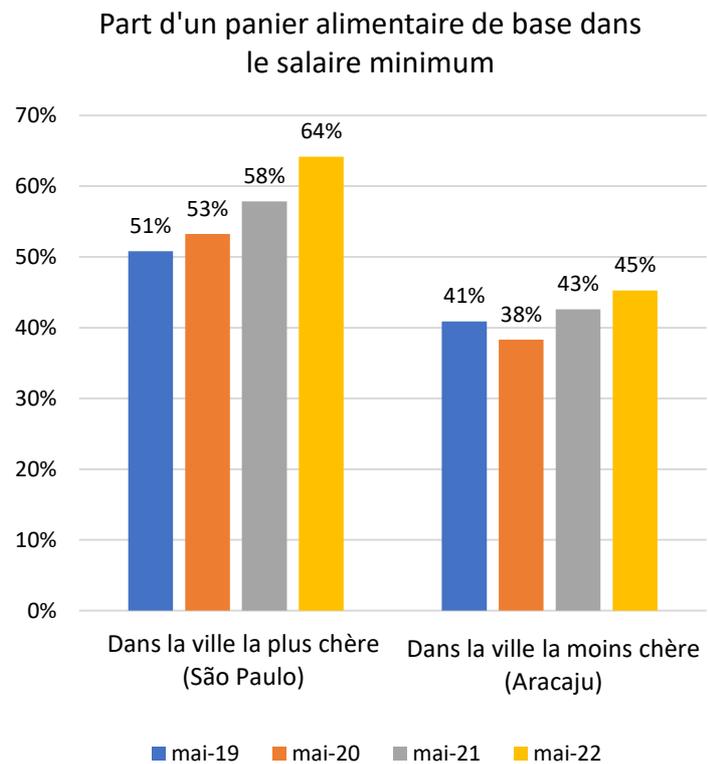
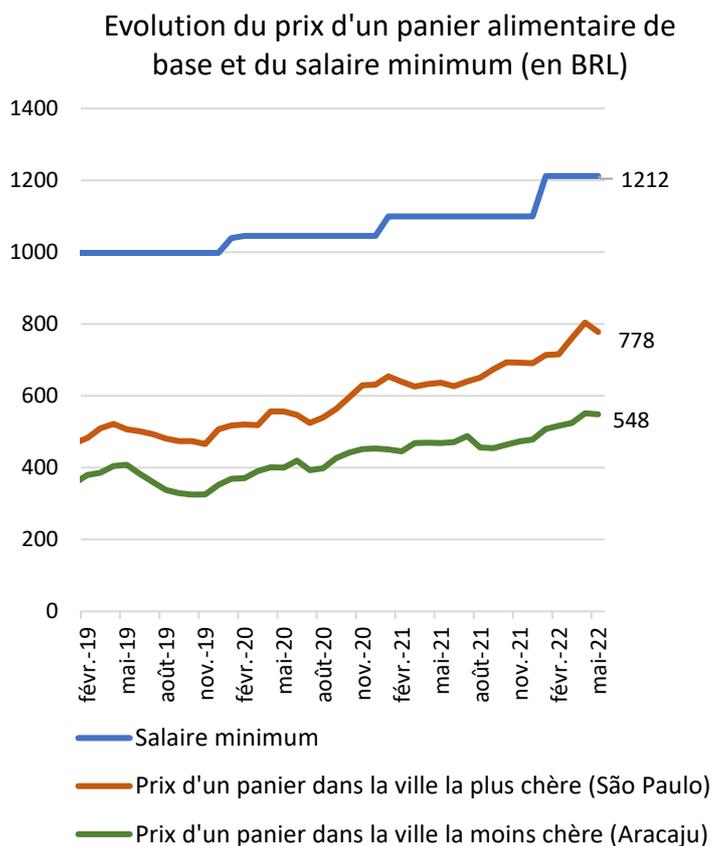
Face aux demandes du Président Bolsonaro de diminuer leurs marges sur les produits du panier alimentaire de base, les supermarchés ont suggéré au gouvernement, par la voix de leur association professionnelle ABRAS, une exonération fiscale sur ces produits et un allègement de l'impôt sur les salaires.

Evolution des marchés du 24 au 30 juin 2022.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,2%	-6,6%	97 968
Risque-pays (EMBI+ Br)	+17pt	+31pt	357
Taux de change R\$/USD	+1,2%	-7,6%	5,25
Taux de change R\$/€	+0,0%	-14,8%	5,46

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphiques de la semaine : augmentation du prix du panier alimentaire de base.



Source : BCB, DIEESE, SER Brasilia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Sébastien Andrieux, chef du Service économique régional de Brasília
Rédacteurs : Vincent Le Régent, Julio Ramos-Tallada
Pour s'abonner : vincent.leregent@dgtresor.gouv.fr
Crédit photo : ©marchello74